

18 février 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, à Bruxelles le 18 février 2016.

JOURNALISTE :

Est-ce que vous pensez un accord possible ce soir avec le Royaume-Uni ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Un accord est possible mais si certaines conditions sont réunies. Un accord est possible, parce qu'il est nécessaire. La Grande-Bretagne doit rester dans l'Union européenne, c'est ma volonté. Mais en même temps, il faut que l'Union puisse avancer. Aucun pays ne doit avoir un droit de veto, aucun pays ne doit se soustraire à des règles communes ou à des autorités communes. Donc, c'est l'esprit qui est le mien. Permettre que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne mais dans le cadre des principes fondamentaux de l'Union européenne. Parce que sinon un autre pays demandera d'autres exceptions.

Donc je suis prêt à regarder les compromis. Je crois qu'il y a déjà eu un certain nombre d'avancées mais je pense que nous devons rester dans l'esprit de faire avancer l'Europe, pas de l'arrêter.

JOURNALISTE :

Vous ne craignez pas que d'autres Etats membres suivront l'exemple britannique et demanderont des options exclusives ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Oui, des pays peuvent aussi demander des règles particulières donc nous devons, en même temps que nous parlons de la Grande-Bretagne, penser à tous les autres pays. C'est l'Union européenne qui est en cause, pas simplement un pays dans l'Union européenne.

Je vous l'ai dit, je souhaite que la Grande-Bretagne reste dans l'Union européenne mais je souhaite surtout que l'Europe puisse avancer, puisse être plus forte. Et que personne, aucun chef de gouvernement ou aucun chef d'Etat ne puisse l'empêcher. Chacun doit avoir une reconnaissance de sa situation, et la France peut aujourd'hui avancer un certain nombre de revendications, notamment sur la crise agricole, ou sur les questions économiques, sur la croissance. Mais on ne peut pas empêcher l'Europe d'avancer. C'est l'esprit qui est le mien.

JOURNALISTE :

Est-ce que c'est une dramaturgie où chacun est ici pour tenter de se montrer le plus intransigeant ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Je ne veux pas que l'on soit dans des jeux de rôle, ou que l'on se pose la question de la crise, du drame, de la tragédie. C'est suffisamment grave pour que l'on prenne les problèmes au sérieux et que l'on trouve des solutions.

La solution que je propose, c'est qu'il puisse y avoir un certain nombre de regards sur la situation britannique, de compromis qui doivent être faits. Et surtout ce qui m'importe aujourd'hui, c'est l'avenir de l'Europe. L'avenir de l'Europe par rapport à cette présence de la Grande-Bretagne, l'avenir de l'Europe par rapport aux réfugiés, l'avenir de l'Europe par rapport à la croissance, l'avenir de l'Europe par rapport à la lutte contre le chômage, l'avenir de l'Europe aussi quand je pense à ce qu'est l'agriculture. Donc l'Europe doit être au rendez-vous ce soir.

Merci.